



Date de dépôt : 8 juin 2026

Rapport

**de la commission des finances chargée d'étudier le projet de loi
du Conseil d'Etat approuvant les états financiers consolidés de
l'Etat de Genève pour l'année 2025**

Rapport de Pierre Eckert (page 3)

Projet de loi (13791-A)

approuvant les états financiers consolidés de l'Etat de Genève pour l'année 2025

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève,
vu l'article 108 de la constitution de la République et canton de Genève, du 14 octobre 2012 ;
vu la loi sur la gestion administrative et financière de l'Etat, du 4 octobre 2013 ;
vu les états financiers consolidés de la République et canton de Genève pour l'année 2025,
décrète ce qui suit :

Article unique Etats financiers

Les états financiers consolidés pour l'année 2025, présentés en annexe et faisant partie intégrante de la présente loi, sont approuvés :

- l'excédent final de revenu au titre de l'année 2025 est de +387 millions de francs ;
- les fonds propres au 31 décembre 2025 s'élèvent à +9 012 millions de francs.

Rapport de Pierre Eckert

La commission des finances sous la présidence de M^{me} Emilie Fernandez a examiné le projet de loi mentionné en titre lors de sa séance du 3 juin 2026. Les états financiers consolidés à proprement parler ont également été abordés en commission, le 1^{er} avril 2026.

Les travaux de la commission sur ce projet de loi ont été notamment suivis par M^{me} Nathalie Fontanet, conseillère d'Etat, et les collaborateurs suivants du département des finances : M^{mes} Aicha Laatiki, cheffe du service des états financiers, M. Pierre Béguet, directeur général des finances, M. Olivier Fiumelli, secrétaire général adjoint, M. Pierre-Emmanuel Beun, directeur financier et comptabilité, et M. Yves Fornallaz, directeur du budget.

M. Raphaël Audria, secrétaire scientifique, a assisté la commission lors de ses travaux. Les procès-verbaux ont été tenus par M. Aurèle Dupuis. Qu'ils en soient remerciés.

Présentation des comptes consolidés (tome 4) par le département des finances¹

Audition de M^{me} Nathalie Fontanet, conseillère d'Etat, de M^{me} Aicha Laatiki, cheffe du service des états financiers, de M. Pierre Béguet, directeur général des finances, et de M. Pierre-Emmanuel Beun, directeur financier et comptabilité

M^{me} Laatiki aborde les états financiers consolidés (tome 4). On y retrouve 4 différents tableaux : compte de résultat, flux de trésorerie, bilan et mouvements des fonds propres. Elle présente la liste des entités concernées (slide 17 de la présentation) : les comptes consolidés couvrent ces dernières. Le périmètre de consolidation est resté stable par rapport à l'année dernière. Pour consolider une entité, il est nécessaire de réunir trois critères : le contrôle (normes IPSAS : l'entité est contrôlée par l'Etat), les prestations effectuées ainsi qu'un aspect quantitatif pur (un bilan total ou des subventions de plus de 100 millions). Elle indique qu'à la page 16 du tome 4, une vision globale des comptes consolidés est présentée, avec l'évolution des revenus et des charges par rapport à 2024. L'excédent final concerne uniquement les entités consolidées et pas l'Etat. Sur les charges, il y a 524 millions d'augmentations et sur les revenus une progression de 110 millions. M^{me} Laatiki présente ensuite les principales contributions au résultat consolidé : ce sont les SIG et l'aéroport (AIG) qui participent le plus. Les SIG contribuent à hauteur de

¹ Le lecteur voudra bien se référer au rapport sur le PL 13790-A pour les annexes.

104 millions au résultat de 387 millions, ces 104 millions constituent le résultat net IPSAS Etat. Avec entre autres la prise en compte des dépréciations des réseaux thermiques structurants, le résultat net IFRS atteint -41 millions.

M. Béguet dit que l'objectif ici est de saisir la performance réelle de tous ces établissements consolidés.

M^{me} Laatiki passe à l'AIG. Elle dit que l'aéroport contribue à hauteur de 62 millions (résultat net IPSAS Etat) et à hauteur de 53 millions (résultat net IFRS). Concernant l'Hospice général, cette institution contribue à hauteur de 56 millions au résultat de 387 millions. Elle précise ici que ce montant de 56 millions doit être relativisé : il comprend la réévaluation du parc immobilier (qui est à hauteur de 50 millions). Elle dit que fin 2025, au total, sur le contrat de prestations 2023-2026, il y a 12 millions non dépensés pour l'Hospice général. L'université, quant à elle, affiche un résultat net IPSAS Etat de 49 millions, qui doit aussi être relativisé. Elle ajoute qu'au cumul, à la fin 2025 pour la convention d'objectifs 2024-2027, l'université a un déficit de 21 millions. M^{me} Laatiki aborde ensuite les HUG. Cette entité contribue à hauteur de 31 millions au résultat consolidé (qui se situe pour rappel à 387 millions). Elle dit que les HUG poursuivent leur croissance. Chose remarquable, seulement sur deux années (2024 et 2025), les HUG ont accumulé un non-dépensé de 65 millions. M^{me} Laatiki dit qu'il a été possible donc de doter la réserve conjoncturelle. Somme toute, cette situation financière suppose que le subventionnement des HUG couvre largement les besoins de l'institution. Pour ce qui est de la Fondation PAV, elle dit qu'elle contribue à hauteur de 42 millions au résultat consolidé (387 millions), ceci s'explique essentiellement à l'aide d'éléments non récurrents (notamment 28 millions sur une opération foncière).

Au niveau des investissements nets du groupe, M^{me} Laatiki dit qu'ils se situent à 1,3 milliard en 2025, avec une très forte participation de l'Etat. En ce qui concerne les emprunts, l'endettement du groupe atteint environ 16 milliards. Il y a une augmentation de 1 milliard par rapport à 2024. Pour les garanties d'emprunts, au niveau du groupe, on se situe à environ 3 milliards.

M. Beun évoque finalement la nouvelle norme IPSAS 43 *Contrat de location*. Il indique que cette évolution de la norme IPSAS 13 est très complexe et la position actuelle de la Confédération et des cantons IPSAS (Zurich, Bâle-Ville, Lucerne et Genève) est de continuer à appliquer la norme IPSAS 13. Il pense qu'au niveau mondial, il n'y a aucune collectivité publique actuellement qui applique cette nouvelle norme IPSAS 43.

Un député (LJS) a une question sur l'Hospice général. Il demande, pour cette institution, quels sont les autres revenus que la subvention cantonale ?

M^{me} Laatiki dit qu'il y a effectivement d'autres revenus. Elle précise que dans le tableau, les prestations nettes présentent uniquement la part financée par l'Etat.

Sur les HUG, le député (LJS) aimerait des précisions sur le mécanisme lié aux 65 millions de non-dépensé sur 2 ans et sur le fait d'avoir eu la possibilité de placer 20 millions dans les réserves conjoncturelles.

M^{me} Laatiki répond qu'il y a effectivement un mécanisme prévu dans le contrat de prestations 2024-2027, qui implique le fait d'alimenter d'abord la réserve conjoncturelle, le reliquat revient à l'Etat.

Le député (LJS) demande s'il est prévu de présenter ce montant.

M^{me} Laatiki indique que ceci sera uniquement possible à la fin du contrat de prestations 2024-2027.

Une députée (PLR) revient sur les SIG. Elle aimerait des précisions sur les dépréciations des réseaux thermiques structurants. Elle pose la question suivante : comment peut-on expliquer une dépréciation de 106 millions en 2025 pour quelque chose en construction ?

M. Béguet dit que ceci a été abordé à la commission de l'énergie. Ici, ce chiffre indique que les SIG ne croient pas à la rentabilité de ce projet selon les rendements qu'ils se sont fixés. Ils se sont fixé un rendement proche de 6%, ils ne pensent pas y arriver. Toutefois, avec un taux de 3 à 4%, ils atteindront une rentabilité.

M^{me} Laatiki dit qu'à la fin 2025, sur les 880 millions d'investissements réalisés dans les réseaux thermiques structurants, 400 millions ont été dépréciés.

La députée (PLR) pose la question suivante : était-ce une logique similaire pour les Cheneviers ?

M. Béguet confirme, ainsi que pour ce qui concerne la fibre optique.

Un député (S) revient sur la Fondation PAV, il veut des précisions sur les 42 millions de contributions et sur les opérations financières liées.

M^{me} Laatiki répond que les revenus locatifs étaient perçus par la FTI jusqu'en 2024. Ensuite, la décision prise fut la suivante : la Fondation PAV touche ces revenus. En outre, il y a eu une contrepartie accordée à la FTI.

Le député (S) demande de quelle manière ce changement a été motivé.

M. Beun répond que ces terrains étaient une propriété de l'Etat, toutefois les revenus locatifs étaient perçus par la FTI. Mais c'est la Fondation PAV qui touchera dans le futur ces revenus locatifs.

M^{me} Laatiki évoque le chiffre de 10 millions sur 2025.

Concernant le changement évoqué par M^{me} Laatiki, un député (LJS) ajoute que la FTI rétrocédait 5 millions à l'Etat, ce qui n'est plus le cas aujourd'hui. Par ailleurs, il souhaite finalement souligner que c'est un point positif d'appliquer les mêmes normes à l'ensemble des entités.

Rapport de l'auditeur indépendant sur les états financiers consolidés de la République et canton de Genève au 31 décembre 2025

Le lecteur voudra bien se référer au rapport de l'auditeur indépendant qui se trouve aux pages 106 et suivantes du tome 4 intitulé « Rapport sur les comptes consolidés 2025 ».

Votes

Vote en premier débat

La présidente met aux voix l'entrée en matière du PL 13791 :

Oui : 15 (2 UDC, 4 PLR, 1 LC, 2 MCG, 1 LJS, 2 Ve, 3 S)

Non : –

Abstentions : –

L'entrée en matière du PL 13791 est acceptée à l'unanimité.

Vote en deuxième débat

La présidente met aux voix l'article unique « Etats financiers » :

Pas d'opposition, l'article unique est adopté.

Vote en troisième débat

Le PL 13791, dans son ensemble, est adopté à l'unanimité :

Pour : 15 (2 UDC, 4 PLR, 1 LC, 2 MCG, 1 LJS, 2 Ve, 3 S)

Contre : –

Abstentions : –

Conclusion

Au vu de ces explications, la commission des finances prie le Grand Conseil de suivre son avis en acceptant ce projet de loi.